



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2019

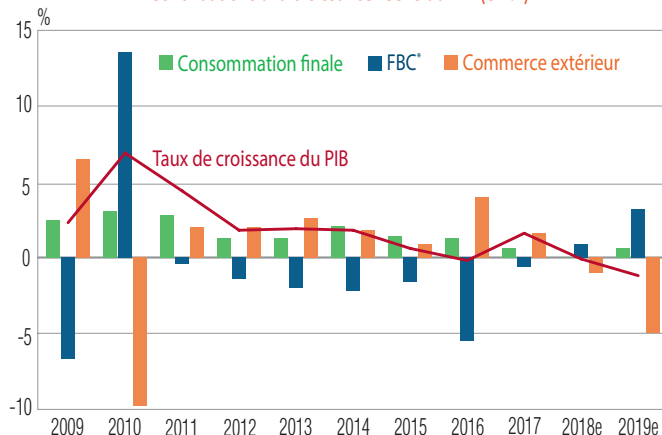
E. Desmazures, P. Marcilly, Isee

Le déficit extérieur pénalise la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) de la Nouvelle-Calédonie progresse en 2019 (+1,1 % en valeur), essentiellement grâce à des effets-prix favorables, dont les cours du nickel. Néanmoins, le niveau d'activité, mesuré par l'évolution du PIB à prix constants, se contracte (-1,2 %) après avoir stagné en 2018 (-0,1 %)¹. Le PIB est estimé à 1 006 milliards de F.CFP, représentant un peu plus de 3,7 millions de F.CFP par habitant (+0,9 % par rapport à 2018).

Au regard de ces évolutions, en dépit de la progression du PIB en valeur, la fragilisation de l'économie calédonienne semble se confirmer. La consommation et l'investissement des ménages sont ralentis, en lien avec la quasi-stagnation de l'évolution démographique constatée depuis plusieurs années² et un contexte d'incertitudes et d'attentisme. Le pouvoir d'achat a toutefois été préservé grâce à une inflation maîtrisée en cette première année complète d'application de la Taxe Générale sur la Consommation (TGC). L'investissement, porté par les entreprises, progresse (+7,8 % en volume). Néanmoins, son rôle de moteur économique se matérialise en 2019 par un recours important aux importations (essentiellement des équipements de transports) et non en une commande interne. Ainsi, le secteur de la construction qui est en lien direct avec la demande en investissements locaux voit sa valeur ajoutée diminuer (-3,5 % en volume). Quant au secteur du nickel, il ne profite que partiellement de la progression des cours puisque ses volumes produits et exportés sont en diminution. Hors nickel, l'économie calédonienne ralentit mais parvient à conserver une croissance légèrement positive (+0,1 % en volume). En définitive, la croissance des importations associée à la baisse des exportations se traduit par le creusement du déficit commercial qui grève l'évolution du PIB (sa contribution est de -5,0 points en termes réels).

Le déficit commercial entraîne la croissance dans sa chute
Contributions à la croissance réelle du PIB (en %)



* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2012/2017	2019e
PIB en volume	1,2	-1,2
Consommation finale	1,5	0,7
Formation brute de capital fixe	-7,1	7,8
Exportations	9,4	-11,8
Importations	-1,3	5,7

e : estimé
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Unité : %

Evolution du PIB et PIB par habitant

	2017b	2018e	2019e
PIB (milliards de F.CFP)	969	995	1 006
Evolution en valeur (%)	3,0	2,6	1,1
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,58	3,67	3,71
Evolution en valeur (%)	2,8	2,5	0,9

b : base - e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

¹ La version définitive des comptes économiques mesure une croissance de 1,6 % en 2017 et entraîne une révision à la baisse en 2018.

² Entre les recensements de 2014 et 2019 la population progresse de 0,2 % annuellement en moyenne, contre +1,8 % lors de la précédente période intercensitaire.

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2017 en fonction des données disponibles pour l'année 2019. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

Légère amélioration de l'emploi et de la consommation

Avec 65 662 salariés en 2019, l'emploi privé progresse légèrement (+0,4 % en moyenne) et interrompt ainsi la baisse observée lors des trois années précédentes. Après une année 2018 en recul, l'emploi dans les services (hors commerce) repart légèrement à la hausse (+1,1 % en un an), porté par le développement de structures de soins et d'hébergement médico-social ainsi que par la modernisation du secteur des transports collectifs de voyageurs. L'industrie, principalement la réparation et l'installation d'équipements, la métallurgie et les industries agroalimentaires, confirme également sa reprise avec une hausse de 1,7 % de ses effectifs salariés. En revanche, le nombre d'emplois salariés dans le commerce se replie (-0,7 %) et le secteur de la construction accuse une nouvelle chute importante (-4,4 %) liée à la baisse du nombre d'employeurs.

Le nombre d'entreprises ayant eu recours à une procédure de licenciement économique reste relativement faible (78) mais affiche une progression de 81 %. Dans le même temps, les contrats les plus précaires progressent (+41 % pour les CDD et +64 % pour les contrats spécifiques), témoignant de la fragilité de cet équilibre.

Le salaire minimum garanti (SMG) augmente de 0,4 % en moyenne par rapport à 2018. La masse salariale nette augmente de 0,5 % et celle des retraites de 2,8 %. En revanche, les revenus déclarés par les travailleurs indépendants baissent de 0,5 %. Dans un contexte de lutte contre la vie chère et s'agissant de la première année complète d'application de la TGC à taux plein (cf. encadré), l'inflation est modérée (hausse de 0,3 % en moyenne annuelle), permettant une amélioration globale du pouvoir d'achat des ménages. La progression de leur consommation est estimée à 0,5 % en volume, supérieure à l'évolution démographique qui est de 0,2 % par an en moyenne. Sa contribution à la croissance est de 0,4 point.

La taxe générale à la consommation et l'encadrement des prix

Le 1^{er} octobre 2018, la Taxe générale à la Consommation (TGC) est entrée en vigueur à taux plein. Quatre taux existent en fonction du type de produits ou de services (taux réduit à 3 %, taux spécifique à 6 %, taux normal à 11 % et taux supérieur à 22 %). En parallèle de cette mise en place, le gouvernement a élargi les produits et services soumis à un encadrement des marges et des prix pour lutter contre la vie chère et exonérer des produits de consommation courante alimentaire, pièces détachées automobiles, matériaux de construction, services liés à la santé, à l'éducation, à la garde d'enfants et à l'accueil en maison de retraite. Dans le même temps, afin de restreindre la consommation de produits menaçant la santé publique, une surtaxe a été appliquée aux alcools, tabacs et boissons sucrées. Le dispositif d'encadrement des marges a pris fin le 1^{er} octobre 2019 et a été remplacé par le bouclier qualité prix (BQP), dont le périmètre des produits concernés a été réduit et réorienté vers les biens primaires. Ainsi, par un accord interprofessionnel, un engagement a été pris de proposer un panier d'au moins 7,5 kilos, composé de fruits, de légumes, de viande et de poisson, au prix maximum de 5 000 F.CFP.

L'investissement se maintient grâce à des investissements ponctuels des entreprises

L'investissement poursuit sa progression avec une croissance de 7,8 % en 2019 pour représenter près d'un tiers du PIB. Des investissements spécifiques expliquent cette augmentation et génèrent en contrepartie une forte hausse des importations de matériels de transports, qui doublent par rapport à 2018.

L'investissement des ménages recule significativement, comme en témoignent les transactions immobilières portant sur des biens neufs (-11,8 % en valeur pour les maisons et appartements confondus) et le ralentissement des encours de crédits à l'habitat qui passent de +4,9 % en 2018 à +3,5 % en 2019, reflétant

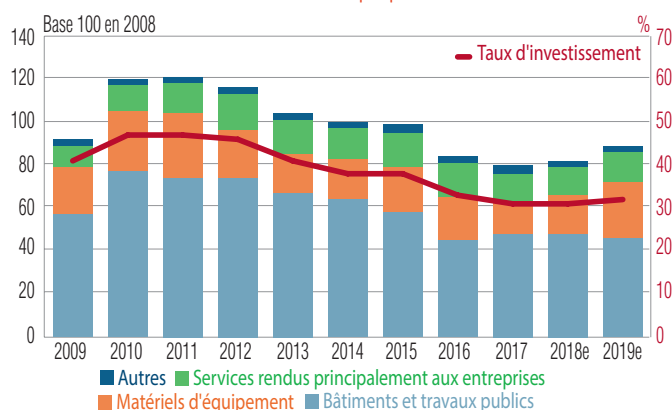
la maturité du marché après de fastes années portées par le développement du Grand Nouméa et de la zone Voh-Koné-Pouembout (VKP). La fin du dispositif calédonien de défiscalisation au 31 décembre 2018, Rili-2 (réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement dans le secteur du logement intermédiaire), participe également à ce repli.

L'investissement des administrations publiques est en diminution de 4,8 %, après une année 2018 déjà marquée par une baisse de 10,8 %. Le lancement des travaux de la nouvelle aérogare de Wanaham à Lifou et du centre de détention semi-ouvert de Koné ne permet pas de pallier l'achèvement du réseau Tanéo et Néobus (malgré la commande de 136 véhicules mis en circulation courant 2019) et du Centre Hospitalier du Nord qui a accueilli ses premiers patients fin 2018.

En revanche, l'investissement des entreprises, qui représente plus de 65 % de la formation brute de capital fixe (FBCF), progresse fortement en 2019 (+18,2 %), dopé par d'importantes dépenses dans le secteur des transports. Celles-ci concernent deux avions de ligne long-courriers réceptionnés dans le cadre du programme de renouvellement de la flotte de la compagnie Aircalin et trois palangriers acquis par un nouvel opérateur de la pêche hauturière en province Nord. Ce type d'investissements, qui fait intervenir peu d'entreprises de production locale, est relativement neutre en termes de croissance immédiate et accentue le déficit commercial.

Les matériels d'équipements augmentent l'investissement

Investissement par produit



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Le déficit commercial s'accroît

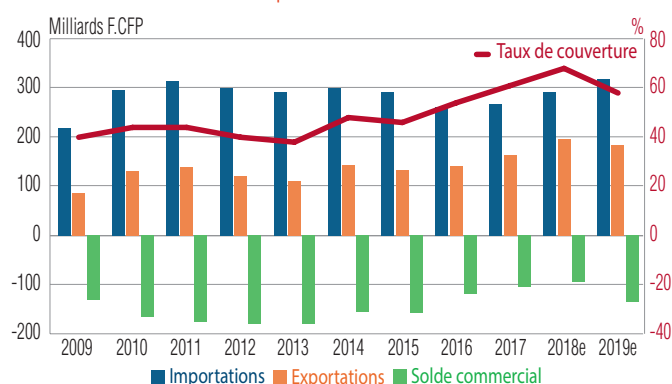
Après quatre années d'amélioration, le déficit commercial se creuse en 2019 pour s'établir à 132,5 milliards de F.CFP (perte de 11 points de taux de couverture). Il résulte à la fois d'une forte hausse des importations et d'une diminution significative des exportations.

En 2019, les importations progressent de 11 % en valeur et atteignent 314 milliards de F.CFP, soit un tiers du PIB. Elles retrouvent le même niveau qu'en 2011 qui correspond au pic de construction de l'usine du Nord. Les importations en matériels de transports enregistrent la plus forte croissance en valeur (+105 %) et représentent presque 20 % des importations totales. Elles revêtent cependant un caractère exceptionnel (acquisition d'avions, de véhicules de transport terrestre et de bateaux de haute mer). D'autres importations de biens (produits alimentaires, machines et appareils, métaux et ouvrages en métaux, produits caoutchouc et plastiques, produits textiles, notamment) augmentent mais dans des proportions moindres. En revanche, les importations de produits énergétiques se replient de 5,1 % en valeur. Les importations de houille et de fioul qui servent à alimenter les centrales des usines métallurgiques augmentent respectivement de 5 % et 3 %, tandis que le gazole et l'essence chutent de 14 % en lien avec la baisse des cours du pétrole.

Constituées essentiellement de minerais et de métal, les exportations diminuent de 7 % en valeur sur l'année, après trois années successives de hausse dont une année record en 2018. Elles s'élèvent à 181,5 milliards de F.CFP en 2019. Les exportations de ferronickels reculent de 7,9 % en valeur et de 8,6 % en volume, suite à la baisse de la production. En parallèle, en lien avec le changement de modèle économique de Vale Nouvelle-Calédonie (arrêt progressif de la raffinerie), la valeur des exportations d'oxyde de nickel (NiO) et de carbonate de cobalt (CoCO₃) s'effondre de 29,3 % et 71,9 %. Celles de Nickel Hydroxyde Cake (NHC) progressent de 6,4 %. Les exportations de minerais augmentent de 7 % en volume et 24 % en valeur, à la faveur des cours mieux orientés au second semestre 2019. Quant aux ventes de produits de la mer à l'international, elles se renforcent sensiblement (+4,3 %), soutenues par celles des crevettes et du thon, dont la valeur des exportations augmente respectivement de 7 % et 35 % en un an.

Le déficit commercial est en hausse de 49 % et le taux de couverture perd 11 points

Niveau des composantes du commerce extérieur



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

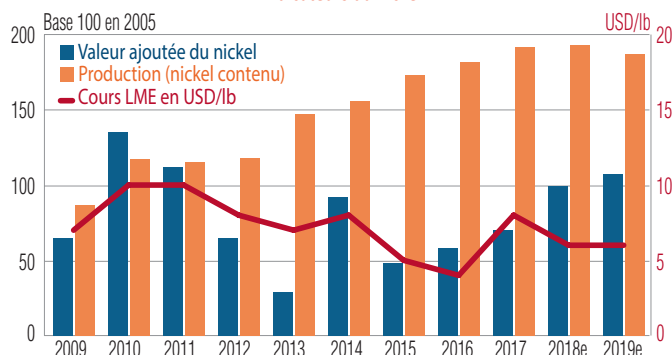
La production de nickel marque le pas

Les métallurgistes rencontrent des difficultés de production. En particulier, la Société Le Nickel (SLN) a subi des blocages prolongés sur ses centres miniers, tandis que Koniambo Nickel SAS (KNS) et Vale Nouvelle-Calédonie connaissent de nombreux arrêts pour maintenance. L'activité d'exploitation du nickel dans son ensemble est en retrait en 2019 : la production métallurgique (hors cobalt) diminue de 7 % et l'extraction minière enregistre un recul de 8 % en un an, lié à une chute de 44 % des extractions de latérites. Par contre, les volumes exportés progressent globalement de 7 %, principalement du fait de l'intensification des exportations de minerais bruts qui ont fait l'objet de nouvelles autorisations. Ces dernières concernent l'approvisionnement de l'usine métallurgique coréenne détenue par la Société Minière du Pacifique Sud (SMSP) et la Pohang Iron and Steel Company (Posco), et la SLN dont le nouveau modèle économique prévoit la vente du minerai non valorisable localement (stocké en verse par les opérateurs). Vale Nouvelle-Calédonie souhaite également réorienter son modèle économique et vise l'approvisionnement du marché en plein essor des batteries automobiles en produisant uniquement du NHC, seul produit de la métallurgie à voir sa production et ses exportations progresser en 2019. Toutefois, la hausse des exportations de NHC combinée à une remontée des cours du nickel sur la dernière moitié de l'année sont insuffisantes pour compenser la baisse des exportations des autres produits métallurgiques hauts de gamme tels que le CoCO₃ et le NiO, entraînant une contraction des exportations de nickel en valeur.

La contraction et les difficultés de production qui se traduisent par une diminution de la rentabilité des usines sont compensées par l'effet-prix favorable des cours au London Metal Exchange (LME). Ainsi, la valeur ajoutée du secteur nickel-cobalt progresse en valeur de 7,8 %, mais chute de plus de 23 % en volume.

Les cours favorables impactent positivement la valeur ajoutée du nickel à la différence de la production en volume

Indicateurs du nickel



Sources : Isee, Cerom

Le poids de l'industrie progresse légèrement, au détriment de ceux du BTP et du commerce

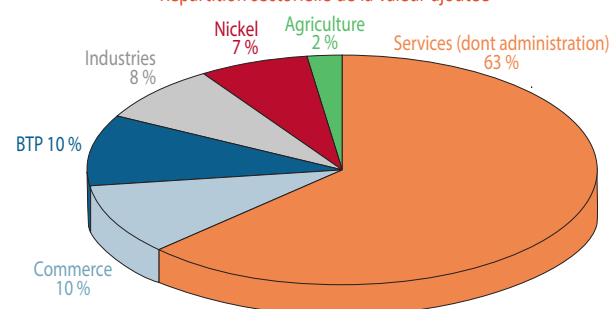
En 2019, en dépit d'une baisse du niveau d'activité (-1,2 % en volume), la richesse créée par les branches de l'économie calédonienne progresse (+2,1 % en valeur) pour atteindre 902 milliards de valeur ajoutée³.

Cette tendance résulte pour partie des effets prix favorables dont a bénéficié la branche « mine métallurgie ». De même, portée par les secteurs de l'énergie et l'industrie agroalimentaire, la valeur ajoutée de l'industrie connaît une embellie en 2019 (+4,6 % en valeur). Son poids dans la richesse créée augmente au détriment de ceux de la construction et du commerce qui sont également les branches ayant connu les plus fortes diminutions d'emplois salariés.

Le secteur du BTP est marqué par l'aboutissement de grands programmes de constructions immobilières et d'une demande atone sur un marché parvenu à maturité, dans un contexte démographique de faible croissance. En conséquence, sa valeur ajoutée évolue peu (+0,4 % en valeur), pour un poids dans la valeur ajoutée totale en baisse de 0,2 point. Le commerce enregistre une baisse de 0,6 % en valeur, soit une perte de 0,3 point dans la valeur ajoutée totale. Malgré une année positive (valeur ajoutée en hausse de 1,2 %), le secteur primaire conserve un poids similaire dans l'économie (2 % de la valeur ajoutée totale). La valeur ajoutée du secteur tertiaire hors commerce augmente de 1,9 %, soutenue par les services aux ménages (en lien avec l'augmentation de l'offre de santé), conférant au secteur un poids équivalent à celui de 2018.

Le poids de l'industrie progresse

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

³ Le PIB 2019 se décompose comme suit : Valeur ajoutée : 902 milliards de F.CFP ; Impôts moins subventions sur produits : 104 milliards de F.CFP.

Un nombre de touristes en hausse

Après avoir enregistré une légère baisse en 2018, les arrivées de touristes s'accroissent en 2019, atteignant un record de 130 457 visiteurs (hors croisiéristes). Le nombre de touristes a ainsi augmenté de 8,4 % en un an, représentant plus de 10 000 touristes supplémentaires. Les visiteurs en provenance de métropole enregistrent la plus forte croissance (+13,1 %) suivis des résidents australiens (+11,8 %) et des ressortissants des pays d'Océanie (+9,6 %). La progression des

touristes néo-zélandais et nippons est plus modérée (respectivement +5,2 % et +0,6 %). Par contre, la durée moyenne de séjour est de 16,8 jours, en baisse constante depuis plusieurs années (17,8 jours en 2018 et 18,5 jours en 2017 et 2016). La fréquentation des croisiéristes (343 962 visiteurs) est également en diminution de 24,6 % par rapport à 2018. Cette tendance à la baisse s'observe depuis 2017 (-0,9 % en 2017 et -9,7 % en 2018).

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Cerom

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'IEOM qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par les données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

La comptabilité nationale appliquée à la Nouvelle-Calédonie et le modèle Tablo qui en découle n'intègrent pour le moment pas de module spécifique type « TVA ». Des travaux spécifiques d'adaptation du modèle ont été menés pour estimer l'impact de la TGC. Ils intègrent un maximum d'hypothèses issues de la réglementation (taux appliqués, maintien des marges en valeur, ...) et les recettes constatées par les services fiscaux et la direction des douanes.

DÉFINITIONS

- 1- La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix. La croissance nominale se mesure en ajoutant l'effet-prix à la croissance réelle.
- 2- L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la formation brute de capital fixe (FBCF). Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.
- 3- La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.
- 4- Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.
- 5- La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.
- 6- L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. Les 9 000 relevés de prix mensuels de ces produits déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.
- 7- La **balance des biens** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de balance des biens et services.
- 8- Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

ÉTUDES THÉMATIQUES

- La crise sanitaire de la Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà (2020)
- Les impacts économiques du Covid-19 en Nouvelle-Calédonie (2020)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)

EN SAVOIR PLUS

www.cerom-outremer.fr : Tableau de bord trimestriel

www.isee.nc : Analyse et résultats commentés

Synthèse Emploi – Marché du travail 2019 : L'hémorragie de l'emploi dans le secteur privé est jugulée en 2019

Synthèse Indice des prix à la consommation 2019 : En 2019, l'inflation moyenne est contenue

Synthèse Commerce extérieur 2019 : Le niveau record des importations grève la balance commerciale en 2019

Principaux résultats du recensement de la population 2019 : La croissance démographique fléchit nettement entre 2014 et 2019

Etude sur les transactions immobilières 2019 : Moins de transferts de propriété en 2019, l'urbanisation est arrivée à maturité

Etude sur les salaires entre 2013 et 2019 : Entre 2013 et 2019, les salaires ont progressé plus vite que l'inflation

Enquête sur les Forces de Travail en Nouvelle-Calédonie 2019 : Le taux de chômage se replie à 10,9 % en 2019

www.ieom.fr : Rapport annuel 2019 de la Nouvelle-Calédonie

www.afd.fr : L'AFD et la Nouvelle-Calédonie

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2020

LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2019

Édition Février 2021 - ISSN : 0758-0029

Directeur de la publication : O. Fagnot (Isee)

Conception graphique : C. Aluze, M. Guiseppi (Isee)

www.ieom.fr/nouvelle-caledonie - www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie - www.cerom-outremer.fr/cerom - www.isee.nc

